

Comment réformer les systèmes monétaires dysfonctionnels ?

Posté le : 29 janvier 2015 12:29 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, Economie et politique

L'organisation monétaire internationale est viciée. Le chaos monétaire en cours qui voit les monnaies ou plonger ou s'apprécier dans des proportions massives (plus de 20% dans un sens ou dans l'autre, ce qui ne peut pas correspondre à des réalités économiques fondamentales), comme les cours de matières premières, avec des effets collatéraux parfois sinistres, comme la ruine renouvelée de collectivités territoriales françaises ayant souscrit des emprunts à clause de cours de change, les difficultés de l'industrie suisse soumis à une perte de termes de l'échange catastrophique qui entraînera une récession, ou la ruine de pays entier comme la Russie et le Venezuela, qui y avaient mis du leur, il faut bien le dire.

Le système monétaire est faussé de façon très différente selon les zones, parfois même de façon paradoxale , ce qui ne facilite pas la compréhension et la recherche de solution.

1- Globalement le système des changes flottants, sans coopération autre que des bonnes paroles échangées lors de conférences le plus souvent stériles, avec liberté totale des flux de capitaux entre les principaux Etats, aboutit à des désordres financiers gravissimes. La manifestation principale de la malfaisance de ce système tient au gonflement permanent depuis son instauration en 1971 du ratio Dettes globales sur PIB, qui a dépassé allégrement les 400% pratiquement dans tous les pays développés, un taux intenable qui transforme le monde en économie baudruche. Nous avons mille fois expliqué ici les mécanismes qui lient le gonflement de la dette globale aux déficits/excédents monstrueux et cumulatifs de balances de paiement. Nous avons également décrit les conséquences directes du gonflement constant du taux de dettes sur le trend et sur la sévérité des crises périodiques.

2 - L'unification monétaire d'une zone plurinationale, sans organisation ad-hoc, et en se contentant du respect préalable de taux de déficits budgétaires et d'endettement public, devenus des normes plus ou moins strictes en droit, plus ou moins respectées dans les faits, montre des faiblesses importantes :

- Aucune convergence économique spontanée et durable ne s'est produite. Les facteurs constitutifs d'une valeur réaliste de taux de change ne peuvent se résumer aux taux de déficit et d'endettement publics. La contradiction majeure entre le plan Jospin et le plan Schroeder a provoqué par exemple un déséquilibre effarant dans les relations économiques franco-allemandes. S'il n'y a plus de change explicite entre deux zones divergentes, le rééquilibrage ne peut plus se faire que par la récession plus ou moins contrôlée de la plus faible ou la relance concertée dans la plus forte qui perd alors son avantage vis-à-vis de zones extérieures.

- L'insertion d'une zone monétaire unifiée mais sans organe de gestion commune du change, autre qu'une Banque Centrale dont les statuts précisent bien que ce n'est pas la mission, dans une zone de changes flottants, avec liberté totale des mouvements de capitaux, multiplie les difficultés. L'explosion de l'empilage mondial de dettes finançant exclusivement des spéculations sur des hausses nominales de valeur de "classes d'actifs" a provoqué un stress violent partout mais particulièrement dans la zone Euro soumis soudain à un risque de dislocation. N'ayant plus aucun

instrument entre leurs mains, et devant le risque de disparition de l'Euro et ses conséquences imprévisibles, les responsables n'ont pris que des mesures d'urgence visant à sauver l'Euro et éviter une panique générale, au prix d'une forte récession dans de nombreux pays et d'une stagnation de longue durée pour les autres.

Pratiquement huit ans après le début de l'effondrement de l'empilage de dettes, nous en sommes toujours au même point. Aucune réforme n'a été faite du système monétaire international ni de la gestion de la zone Euro. L'économie spéculative est toujours en place au niveau mondial avec son cortège de bulles explosives. La récession est toujours le seul moyen d'ajustement dans la zone Euro.

Donc on en sort pas.

Le diagnostic fait, est-il si difficile de proposer une voie de sortie ?

Trois possibilités s'offrent aux dirigeants du monde.

1 - La première est le statu quo. On sait que les deux organisations mondiale et européenne sont viciées et incompatibles, mais on passe outre quelles que soient les conséquences. Pourquoi choisir cette passivité ? Essentiellement parce que personne n'aime se déjuger. Après avoir justifié pendant quarante ans un système, en expliquant, à chaque crise, que c'était "la faute à Jules", il est délicat de lâcher le bréviaire. Certains pays pensent que le système est dans leur intérêt particulier (La Chine, le RU, les EU, pour les changes flottants), d'autres qu'il est dans leur intérêt commun supérieur (les tenants de la construction d'une Europe fédérale). Se déjuger et se retrouver confronté à la hargne des fédéralistes européens et des tenants de la finance internationale débridée (qui tiennent la presse et les Etats endettés), c'est plus que téméraire. Donquichottesque ! On aboutit à une impasse qui est celle où se trouve l'économie mondiale et qui n'ouvre la voie qu'à la perpétuation de ce qu'on connaît depuis quarante ans : une baisse continue du trend, des crises périodiques graves, un chômage massif, un endettement incontrôlable, des boursouflures spéculatives tous azimuts. C'est le chemin qui a été pris. A tort !

2 - La seconde solution est de casser l'un ou l'autre des deux sous-systèmes viciés.

Variante 1 : On garde les changes flottants et la liberté totale des mouvements de capitaux et on casse la zone Euro. On ne règle aucunement la cause principale de la crise globale. On espère qu'en recouvrant leur souveraineté monétaire et à coup de dévaluations, les économies européennes retrouveront leur équilibre et leur croissance. On rêve surtout que la transition ne sera pas en elle-même une source d'aggravation de la situation. Outre le coup d'arrêt radical porté au projet de construction européenne, qui laisse la primauté monétaire absolue au dollar et au Yuan, il faudra subir les coûts du désassemblage des monnaies. Il se comptera en centaine de milliards d'euros ! Aucun scénario n'a été avancé qui permette d'éviter une perte colossale de valeurs d'actifs, quelle qu'en soit la modalité.

Variante 2 : on garde la zone Euro, si possible en modifiant son mode de gestion, et on met fin aux changes flottants. On revient à l'idée de Bretton-Woods : les grands Etats s'arrangent pour tenir leurs balances de paiements et maintiennent le plus possible la valeur de change de leur monnaie. On ne réajuste que de façon concertée et par petites touches. Naturellement on corrige quelques erreurs structurelles de la solution de Bretton-Woods. Le FMI n'a plus de tuteur privilégié ; les monnaies ne sont pas définies par rapport à une monnaie nationale. En Europe, un poste de Chancelier de la zone Euro est mis en place avec pour rôle principal la gestion du taux de change définis dans le cadre du système de changes fixes mais ajustables et pour rôle interne de corriger ou empêcher les divergences excessives de politiques économiques, sociales et fiscales, tout en soldant le passé.

Le résultat prévisible d'une telle action serait de sortir de l'économie spéculative, de relancer le commerce international sur des bases saines et d'éviter les politiques de récession en Europe. Il est

possible d'envisager une hausse du trend de croissance, une réduction de l'intensité des crises périodiques et une réduction progressive du taux de dette globale, sans déflation calamiteuse.

- Solution 3 : on casse les deux systèmes viciés. On passe au système de changes fixes mais ajustables aussi bien dans le monde qu'en Europe. Notons que la variante 2 de la solution 2 est le passage obligé avant de pouvoir envisager cette solution 3. Si on a stabilisé le monde et la zone Euro dans le monde, il devient plus facile de reconfigurer la zone Euro en recréant des écluses monétaires là où elles s'avèreraient nécessaires.

Notre préférence va à la création immédiate d'un système de changes fixes et ajustables, nouvelle manière, avec conservation initiale de la zone Euro, dont on aurait réformé la gouvernance par la création d'un poste de chancelier de la zone Euro. C'est la solution la moins coûteuse et la plus prometteuse. Elle est facile à mettre en œuvre techniquement. On ne voit pas très bien ses inconvénients. Personne, en tout cas, ne les a décrit. Elle permet toute évolution ultérieure, y compris la reconfiguration de la zone euro avec sortie éventuelle de pays incapables de trouver leur bénéfice dans un système de monnaie unique. On peut même envisager à terme, quand les rattrapages de niveau économique (il fallait bien remettre à niveau les économies autrefois socialistes) auront homogénéisé les économies, qu'on revienne à des libertés de mouvements de capitaux plus franches.

La difficulté est politique et concerne la réticence des Etats-Unis, qui voient son avantage à conserver au dollar le rôle de monnaie mondiale et du RU qui voit son bénéfice à faire "turbuler" les flux de capitaux artificiels générés par le système de changes flottants.

Seule l'Europe est capable de faire bouger les lignes.

- D'abord en refusant tout traité de libre échange avant que le préalable monétaire ne soit levé.

L'existence d'un chancelier de la Zone Euro aurait une influence décisive. Il parlerait d'une voix autrement puissante que celle de M. Hollande ou de Mme Merkel. Le bloc européen détient une part de l'économie mondiale supérieure à celle des Etats-Unis et de la Chine. Contrairement à ce que quelques sots affirment, ni les Etats-Unis ni la Chine ne peuvent se passer de l'Europe.

- Ensuite en sortant mieux qu'elle ne le fait de la crise actuelle, grâce à une politique intelligente et non punitive qui ne peut pas se mettre en place sans coordinateur.

- Enfin en promouvant un diagnostic correct de la crise actuelle et en faisant valoir que les tares du système des changes flottants sont aussi le pire risque pour les Etats-Unis et l'économie mondiale, comme l'histoire des quarante dernières années le montre.

La France aurait pu avoir un rôle majeur dans ce processus qui aurait été digne de ce qu'elle fut naguère. Il aurait fallu qu'elle fasse des choix politiques un peu moins démagogiques et ne s'enfonce pas dans le n'importe quoi politicien de longue durée. Voir Monsieur Hollande tenter désespérément d'exister, après avoir multiplié les enfumages et les échecs, en se mettant à la remorque d'un certain Tsipras, est une source de dégoût et de honte pour ceux qui ont connu une France gouvernée et à son rang.

- L'effondrement moral de la France dans un politiquement correct asservissant et débilitant aidé par des médias soumis à la fois à la pression commerciale, aux effluves du communautarisme à l'américaine, et aux idéologues post socialistes curetonisés issu du maoïsme ou du communisme et soucieux de créer un "homme nouveau" par destruction (on dit "déconstruction", c'est plus doux) des bases "bourgeoises" de la société, et qui véhiculent une idéologie totalement contraire et hostile à ce qui a fait la force historique du pays ;

- Sa dérégulation politique qui voit des profiteurs à la petite semaine accaparer le pouvoir, son argent

et ses plaisirs par la démagogie et la comm' ;

- Son effondrement économique provoqué par l'idéologie et la démagogie politique ;

ne sont pas seulement un désastre national.

Ces trois tares empêchent l'Europe de fonctionner bien et de se réformer. L'Allemagne était prête à remettre en cause certains de ces dogmes pour permettre une relance institutionnelle et économique en Europe. Elle l'a fait partiellement. Il aurait fallu, pour aller plus loin, que la France se montre à la hauteur et ne s'enlise pas dans les déficits. Deux ans et demi de finasserie socialiste à la Hollande ont tout aggravé : le chômage (500.000 chômeurs de plus malgré près de 500.000 contrats aidés, avec hausse du rythme des sorties d'emplois entre 2013 et 2014), les déficits et la dette publique, les faillites, la fuite des hommes et des capitaux. La politique de la France, qui se met à la remorque de Tsipras et de Podemos, est une trahison pour l'Europe, que marquent bien la nomination d'un ministre des finances ayant échoué lamentablement (M. Moscovici) comme Commissaire Européen, le recyclage d'une nullité incapable de gérer même le PS, comme Ministre des relations européennes, et l'envoi d'une majorité lepéniste à l'Assemblée européenne.

L'effondrement Français empêche la réforme du système monétaire européen et rend impossible tout rôle utile de l'Europe dans la réforme du système monétaire international alors que la réforme ne peut être initiée que par l'Europe. Il est à noter que M. Hollande s'est précipité pour défendre l'idée du traité de libre échange entre l'Europe et les Etats-Unis (toujours lâcher devant plus fort que soi et ondoyer), alors qu'il aurait du en faire le pivot d'une action réformatrice du système monétaire international. Quand on est faible et nul, on ne peut que pratiquer la politique du chien crevé au fil de l'eau en expliquant que la force du courant est la preuve d'un dynamisme intact.

Il fallait une France forte, pour permettre une réforme européenne et mettre l'Europe en position de négocier la réforme du système monétaire international qui est indispensable.

On touche ici une des raisons pour lesquelles les idées exprimées ici, qui ont été validées par les faits pendant 8 ans de suite, sans aucune fausse note, ne peuvent pas déboucher facilement dans le débat national. Remettre en cause le système monétaire international non seulement vous met en première ligne contre certaines influences anglo-saxonnes (qui tiennent la finance et les medias) mais vous force à critiquer le projet européen autrement directement que par l'approche souverainiste (qui ne fait peur à personne) et la déréliction politique de la France. Cela fait beaucoup.

Mais c'est indispensable.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile.